

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1979 B 07866
Numéro SIREN : 950 039 065
Nom ou dénomination : COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT

Ce dépôt a été enregistré le 18/04/2019 sous le numéro de dépôt 27143



20190271432018

DATE DEPOT : 18/04/2019

N° DE DEPOT : 27143

N° GESTION : 1979B07866

N° SIREN : 950039065

DENOMINATION : COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT

ADRESSE : 1-3 rue Lullé 75002 Paris

MILLESIME : 2018

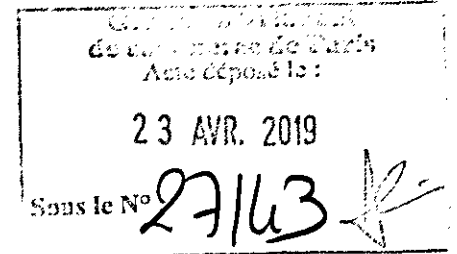
.



14, place Gabriel Péri
75008 Paris



KPMG SA
Tour Egho
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex



Compétences et Développement

Société par Actions Simplifiée

1-3 rue Lulli – 75002 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 août 2018

Ce rapport contient 32 pages



14, place Gabriel Péri
75008 Paris



KPMG SA
Tour Egho
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Compétences et Développement SAS

Siège social : 1-3, rue Lulli – 75002 Paris

Capital social : € 1 659 042

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 août 2018

A l'Assemblée Générale de la société Compétences et Développement,

1 Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Compétences et Développement relatifs à l'exercice clos le 31 août 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3 Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

- Périmètre de consolidation : nous nous sommes assurés de la correcte détermination du périmètre de consolidation retenu, tel que détaillé dans la note 6 de l'annexe ;
- Opérations intragroupes : nous avons contrôlé l'existence, l'exhaustivité et l'exactitude des éliminations portant sur les opérations internes au groupe ;
- Contrats de location financement : nous avons contrôlé le correct retraitement des contrats de location-financement, selon les modalités décrites dans la note 5.4.4 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

4 Vérification du rapport sur la gestion du groupe

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe du Président.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

5 Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Comité de Gouvernance.

6 Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

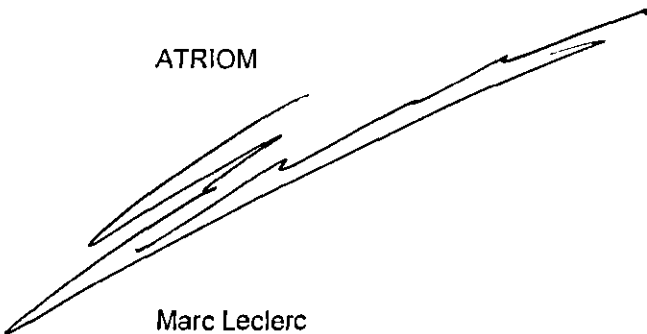
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris, le 4 mars 2019

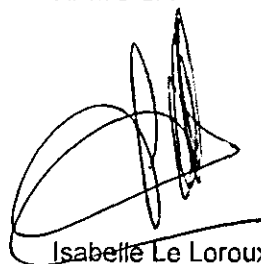
ATRIOM



Marc Leclerc
Associé

Paris La Défense, le 4 mars 2019

KPMG SA



Isabelle Le Loroux
Associée



Groupe Compétences et Développement
Comptes consolidés
Périmètre Légal

Exercice clos au 31 Août 2018

Groupe Compétences et Développement
1-3 Rue du Lulli
75002 Paris

Sommaire

Note préalable : L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés est exprimé en K€.

1	Evenements significatifs	4
2	Bilan consolidé	5
3	Compte de résultat consolidé	6
4	Tableau de flux de trésorerie consolidé	7
5	Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation	8
5.1	Référentiel comptable	8
5.2	Utilisation d'estimation	8
5.3	Modalités de consolidation	8
5.3.1	Méthodes de consolidation	8
5.3.2	Écarts d'acquisition	9
5.3.3	Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées	9
5.4	Méthodes et règles d'évaluation	10
5.4.1	Immobilisations incorporelles	10
5.4.2	Immobilisations corporelles	10
5.4.3	Impôts différés	10
5.4.4	Contrats de location-financement	11
5.4.5	Immobilisations financières	11
5.4.6	Créances et dettes	11
5.4.7	Engagements de retraite	11
5.4.8	Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant	11
5.4.9	Résultats par action	11
6	Périmètre de consolidation	12
6.1	Activité	12
6.2	Organigramme au 31 août 2018	12
6.3	Liste des sociétés consolidées	13
6.4	Sociétés exclues du périmètre de consolidation	13
7	Comparabilité des comptes	14
7.1	Changements comptables	14
7.2	Variations de périmètre	14
8	Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations	15

8.1	Ecart d'acquisition	15
8.2	Immobilisations incorporelles	15
8.3	Immobilisations corporelles	16
8.4	Immobilisations financières	16
8.5	Stocks et en-cours	16
8.6	Ventilation des créances par échéance	17
8.7	Dépréciation de l'actif circulant	17
8.8	Capitaux propres	18
8.8.1	Composition du capital social	18
8.8.2	Variation des capitaux propres – Part du groupe	18
8.9	Provisions pour risques et charges	18
8.10	Impôts différés	19
8.11	Emprunts et dettes financières	20
8.12	Dettes d'exploitation	20
8.13	Résultat d'exploitation	21
8.13.1	Chiffre d'affaires par secteur	21
8.13.2	Autres produits	21
8.13.3	Les charges du personnel et effectif	21
8.13.4	Dotations aux amortissements et aux provisions d'exploitation	22
8.14	Résultat financier	22
8.15	Résultat exceptionnel	23
8.16	Impôt sur les bénéfices et impôts différés	24
8.16.1	Analyse de l'impôt sur les bénéfices et impôts différés	24
8.16.2	Preuve d'impôt	24
8.16.3	Suivi des déficits fiscaux	25
9	Engagements hors bilan	26
9.1.1	Engagements donnés	26
9.1.2	Engagements reçus	26
10	Autres informations	27
10.1.1	Événements postérieurs à la clôture	27
10.1.2	Honoraires des Commissaires aux comptes	27
10.1.3	Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction	27

1 Evenements significatifs

Les évènements significatifs de l'exercice clos au 31 août 2018 sont les suivants :

- Déménagement des écoles sur les 2 nouveaux campus de Nantes et Paris La Défense début janvier 2018 (impacts exceptionnels),
- Transferts des sièges sociaux des entités initialement domiciliées au 7-11 avenue des Chasseurs.

2 Bilan consolidé

La présentation du bilan consolidé est en k€.

ACTIF	31/08/18	31/08/17	Note n°	PASSIF	31/08/18	31/08/17	Note n°
Actif immobilisé	17 512	16 076		Capitaux propres (part du groupe)	9 645	7 782	8 8
Ecarts d'acquisition	321	386	8 1	Capital	1 659	1 659	
Immobilisations incorporelles	646	685	8 2	Report à nouveau	4 636	3 278	
Immobilisations corporelles	15 205	13 701	8 3	Réserves consolidées	1 136	1 486	
Immobilisations financières	972	758	8 4	Résultat consolidé	2 214	1 358	
Titres mis en équivalence	369	547	8 4	Intérêts minoritaires	1 152	868	
				Provisions pour risques et charges	874	793	8 9
				Emprunts et dettes financières	14 111	12 374	8 11
Actif circulant	44 612	37 099		Dettes Exploitation	36 344	31 360	8 12
Stocks et en-cours	0	0	8 5	Avances et acomptes reçus	94	55	
Avances et acomptes versés sur commandes	701	30	8 6-8 7	Fournisseurs et comptes rattachés	26 054	23 018	
Clients et comptes rattachés	25 993	24 966		Fiscales et sociales	8 736	7 667	
Autres créances	6 457	5 512		Produits constatés d'avance	43	105	
Charges constatées d'avances	767	691		Autres dettes et comptes de régularisation	1 417	515	
Impôts différés	0	0	8 10				
Valeurs mobilières de placement	123	0					
Disponibilités	10 571	5 900					
TOTAL	62 125	53 176		TOTAL	62 125	53 176	

3 Compte de résultat consolidé

La présentation du compte de résultat consolidé est en k€.

	31/08/18	31/08/17	Note n°
Chiffre d'affaires	43 751	38 292	8.13.1
Autres produits d'exploitation	3 894	2 643	8.13.2
Achats consommés	(857)	(712)	
Autres achats et charges externes	(29 952)	(26 130)	
Charges de personnel	(8 910)	(8 624)	8.13.3
Autres charges d'exploitation	(1 457)	(964)	
Impôts et taxes	(922)	(648)	
Dotations aux amortissements et aux provisions	(2 093)	(1 469)	8.13.4
Résultat d'exploitation	3 454	2 388	8.13
Charges et produits financiers	(307)	(45)	8.14
Résultat courant des entreprises intégrées	3 147	2 343	
Charges et produits exceptionnels	442	(190)	8.15
Impôts sur les bénéfices	(827)	(376)	8.16
Impôts différés	(21)	(165)	8.16
Résultat net des entreprises intégrées	2 740	1 611	
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	(178)	37	
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(65)	(66)	
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 497	1 582	
Intérêts minoritaires	283	224	
Résultat net (part du groupe)	2 214	1 358	
Résultat par action	24,02 €	14,74 €	
Résultat dilué par action	24,02 €	14,74 €	

4 Tableau de flux de trésorerie consolidé

La présentation du tableau de flux consolidé se fait en k€.

	31/08/2018	31/08/2017
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
RESULTAT NET D'ENSEMBLE DES SOCIETES INTEGREES	2 497	1 582
Quote part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	178	(37)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	920	563
- Variation des impôts différés	21	165
- Dividendes des sociétés en équivalence		
- Plus-values de cession	(287)	
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES	3 329	2 272
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIE A L'ACTIVITE	2 332	(970)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	5 661	1 302
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(1 394)	(264)
Cession d'immobilisations	1 712	175
Trésorerie nette sur variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	318	(89)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(350)	(200)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentations de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	1 072	157
Remboursements d'emprunts	(1 907)	(396)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(1 185)	(440)
VARIATION DE TRESORERIE	4 795	774
Trésorerie d'ouverture	5 900	5 126
Trésorerie de clôture	10 695	5 900

5 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

5.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe Compétences et Développement sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France, selon les dispositions du règlement n°99-02 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés.

5.2 Utilisation d'estimation

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment des immobilisations corporelles, des impôts différés actifs, des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels.

Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou de situations existant à la date d'établissement des comptes, peuvent se révéler, ultérieurement, différentes de la réalité.

5.3 Modalités de consolidation

5.3.1 Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

- Les sociétés considérées comme significatives, dans lesquelles la société Compétences et Développement exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.
- Les sociétés dans lesquelles, Compétences et Développement exerce un contrôle conjoint, sont consolidées par intégration proportionnelle. La SCI des Chasseurs, est ainsi intégrée proportionnellement au pourcentage de détention de la société Compétences et Développement, soit 33,3333 %. Le GIE GMI est intégré proportionnellement au pourcentage de détention de la société Compétences et Développement, soit 41 %.
- Les sociétés dans lesquelles Compétences et Développement exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les sociétés intégrées en mise en équivalence sont :

Filiales	Valeur des titres mise en équivalence	Contribution au Résultat consolidé
CIEFA SA	365	- 176
CIEFA RA	4	- 2
Total	369	- 178

La liste des sociétés appartenant au périmètre de consolidation est précisée en note 6.3 - « Périmètre de consolidation ».

5.3.2 Écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de participation,
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Ce poste enregistre donc les écarts consécutifs à une acquisition qu'il n'a pas été possible d'affecter à un poste de l'actif immobilisé.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et sont amortis sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions. Cette durée maximale est estimée à 10 ans.

Selon le règlement n° 2015-07, depuis le 1er janvier 2016, l'écart d'acquisition n'est plus systématiquement amorti. Il appartient à l'entité consolidante de déterminer la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur des aspects techniques, économiques et juridiques.

Les entreprises sont autorisées, sans qu'elles aient besoin de le justifier, à conserver les durées d'utilisation antérieurement déterminées pour tous les écarts d'acquisition inscrits au bilan à la clôture au 31 décembre 2015.

Le groupe Compétences et Développement a opté pour la poursuite du plan d'amortissement initial pour tous les écarts d'acquisition existant au 31 août 2016.

5.3.3 Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

Au 31 août 2018, la consolidation porte sur toutes les entités du périmètre clôturant à cette date, à l'exception de SCI des Chasseurs ; SCI rue des Saumonières ; SCI Ile de Beaulieu ; ECOMA ; CIEFA SA et CIEFA RA clôturant leurs comptes au 31 décembre 2017 et pour lesquelles une situation comptable a été établie en date du 31 août 2018.

5.4 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe Compétences et Développement sont décrits dans les paragraphes suivants :

5.4.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition.

Les éventuelles transactions ou restructurations réalisées avec dégagement d'une plus-value entre les sociétés faisant partie du périmètre ne sont pas maintenues dans les comptes consolidés.

Les immobilisations incorporelles peuvent être amorties selon le mode linéaire, sur des périodes qui correspondent à leur protection légale ou à leur durée d'utilisation prévue.

Les fonds de commerce non amortis dans les comptes individuels sont amortis dans les comptes consolidés sur une durée de 15 ans.

5.4.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Les principales durées d'utilisations retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Durée
Constructions	De 10 à 60 ans
Installations	5 à 10 ans
Matériel et mobilier	3 à 5 ans

5.4.3 Impôts différés

Le groupe comptabilise des impôts différés issus :

- Des retraitements d'homogénéisation,
- Des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur, soit 28.00 %.

En application du règlement CRC n°99-02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale. Un périmètre d'intégration fiscale est en vigueur dans le groupe, dont la tête est Compétences et Développement.

Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels imputer. Si la probabilité de récupération n'est pas établie, il est interdit de comptabiliser un actif d'impôt différé au titre des déficits reportables

5.4.4 Contrats de location-financement

Ce retraitement optionnel consiste à constater en tant qu'immobilisations et dettes financières, les biens financés par voie de location-financement. Celui-ci est mis en œuvre lorsque l'impact sur les états consolidés présente un caractère significatif, soit une valeur d'actif net supérieure à 15 K€.

5.4.5 Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire des participations, prenant entre autres en compte la quote-part d'actif net, devient inférieure à leur coût d'acquisition.

5.4.6 Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constatée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5.4.7 Engagements de retraite

Le montant des droits aux indemnités de départ à la retraite acquis par les salariés est déterminé par application de la méthode rétrospective des unités de crédits projetées ; celui-ci est calculé selon la convention collective des organismes de formation et la convention collective de l'enseignement privé hors contrat.

Une provision est comptabilisée à ce titre dans les comptes sociaux.

5.4.8 Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière récurrente et régulière.

5.4.9 Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

6 Périmètre de consolidation

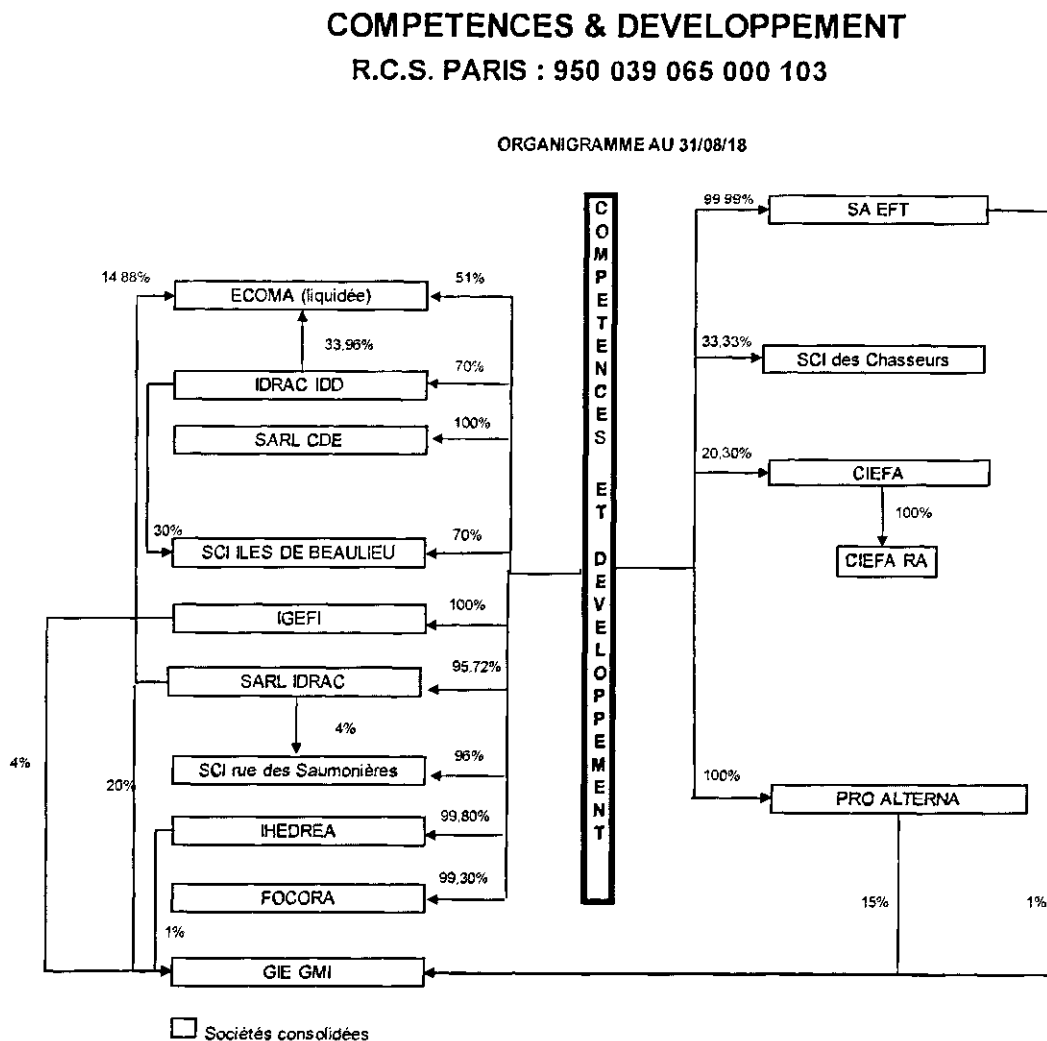
6.1 Activité

L'activité du groupe s'articule autour de trois secteurs :

- L'enseignement (2^{ème} et 3^{ème} cycle),
- La formation professionnelle continue (inter, intra, alternance).
- Autres (prestations de contrat d'assistance, prestations de services, prestations de services refacturées)

6.2 Organigramme au 31 août 2018

L'organigramme ci-dessous fait apparaître les pourcentages de contrôle des sociétés consolidées.



6.3 Liste des sociétés consolidées

Unités	Clôture			Ouverture		
	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.
Compétences & Développement	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
Centre Dentaires Européen	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
SCI des Chasseurs	33,33 %	33,33 %	IP	33,33 %	33,33 %	IP
CIEFA S.A.	20,30 %	20,30 %	MEE	20,30 %	20,30 %	MEE
CIEFA RHONE ALPES	20,30 %	20,30 %	MEE	20,30 %	20,30 %	MEE
Enseignement Formation Tourisme	99,99 %	99,99 %	IG	99,99 %	99,99 %	IG
PRO ALTERNA	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
ECOMA	89,02 %	99,84 %	IG	89,02 %	99,84 %	IG
FOCORA	99,30 %	99,30 %	IG	99,30 %	99,30 %	IG
IDRAC Développement	70,00 %	100,00 %	IG	70,00 %	100,00 %	IG
IDRAC Sarl	95,72 %	95,72 %	IG	95,72 %	95,72 %	IG
IGEFI	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
IHEDREA	99,80 %	99,80 %	IG	99,80 %	99,80 %	IG
SCI rue des Saumonieres	99,83 %	100,00 %	IG	99,83 %	100,00 %	IG
SCI Ile de Beaulieu	91,00 %	100,00 %	IG	91,00 %	100,00 %	IG
GIE GMI	41,00 %	41,00 %	IP			

Nomenclature des méthodes de consolidation:

NI signifie Non Intégrée
IG signifie Intégration Globale
IP signifie Intégration Proportionnelle
M.E. signifie Mise En Equivalence

Société	Forme juridique	N° SIRET	Adresse	Date entrée	Acquisition ou création
Compétences & Développement	SAS	950 039 065 000 103	1-3 rue du Lullu - 75 002 Paris	N/A	N/A
Centre Dentaires Européen	SARL	402 212 344 000 87	1-3 rue Lullu - 75002 Paris	30/06/95	Création
SCI des Chasseurs	SCI	414 613 943 000 11	7-11 avdes Chasseurs - 75 017 Paris	27/11/97	Création
CIEFA S A	SA	332 641 463 000 28	12 rue Alexandre Parodi - 75 010 Paris	06/06/85	Création
CIEFA RHONE ALPES	SAS	477 546 337 000 15	47 rue Sergent Berthet - 69 258 Lyon cedex 09	01/01/04	Création
Enseignement Formation Tourisme	SA	380 319 558 000 33	Pans La Defense 8 - 20 bis jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	01/07/02	Acquisition
PRO ALTERNA	SARL	39 913 469 100 258	Pans La Defense 8 - 20 bis jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	08/11/94	Création
ECOMA	SA	391 763 448 000 27	1 rue des Mendiens - 38 130 Echirolles	01/03/03	Acquisition
FOCORA	SA	388 426 975 000 40	47 rue Sergent Berthet - 69 258 Lyon cedex 09	30/12/93	Acquisition
IDRAC Développement	SARL	402 821 664 000 40	1-3 rue du Lullu - 75 002 Paris	29/09/95	Création
IDRAC Sarl	SARL	42 072 056 700 189	Pans La Defense 8 - 20 bis jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	01/11/98	Création
IGEFI	SARL	389 617 564 000 56	Pans La Defense 8 - 20 bis jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	06/08/93	Création
IHEDREA	SARL	349 810 499 000 96	Pans La Defense 8 - 20 bis jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	19/05/92	Acquisition
SCI rue des Saumonieres	SCI	351 028 485 000 24	1-3 rue Lullu - 75002 Paris	30/06/93	Acquisition
SCI Ile de Beaulieu	SCI	818 564 338 000 15	1-3 rue du Lullu - 75 002 Paris	19/02/16	Création
GIE GMI	GIE	83 254 214 600 010	1-3 rue du Lullu - 75 002 Paris	20/09/17	Création

6.4 Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Les sociétés suivantes sont non consolidées dans la mesure où le groupe n'exerce pas d'influence notable.

Société	Titres détenus par	Capital détenu à	Valeur brute des titres non consolidés	Provision	Valeur nette comptable	Motif
ISM	C&D	10,00%	2K€		2K€	Absence d'influence notable
Autres participations non significatives	C&D et IHEDREA		2,3K€	1,9K€	0,4K€	Absence d'influence notable
TOTAL			4,3K€	1,9K€	2,4K€	

7 Comparabilité des comptes

7.1 Changements comptables

Les changements comptables susceptibles d'affecter la comparabilité des comptes sont de trois natures :

- Changement de méthodes comptables,
- Changement d'estimations,
- Correction d'erreurs.

Aucun changement comptable de nature à affecter la comparabilité des comptes est survenu au cours de l'exercice.

7.2 Variations de périmètre

Le groupe a créé un GIE sur l'exercice. GIE GMI est consolidé par intégration proportionnelle.

8 Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés et sont présentés en k€..

8.1 Ecart d'acquisition

	31/08/2016	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres Mvt	31/08/2017	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres Mvt	31/08/2018
Valeurs brutes											
ICEFI	20					20					20
EFT	145					145					145
FOCORA	584					584					584
DGC											
C & D (Institut Renaudeau + IFAG DEV)	230					230					230
IDRAC	576					576					576
FLOR	126					126	(126)				0
PRO ALTERNA	25					25					25
Total	1 707					1 707	(126)				1 580
Amortissements											
ICEFI	(6)		(2)			(8)		(2)			(10)
EFT	(145)					(145)					(145)
FOCORA	(584)					(584)					(584)
DGC											
C & D (Institut Renaudeau + IFAG DEV)	(163)		(17)			(180)		(17)			(197)
IDRAC	(208)		(46)			(254)		(46)			(300)
FLOR	(125)		(1)			(126)	126				(0)
PRO ALTERNA	(25)					(25)					(25)
Total	(1 254)		(66)			(1 321)	126	(65)			(1 260)
Valeurs nettes											
ICEFI	15		(2)			13		(2)			11
EFT											
FOCORA											
DGC											
C & D (Institut Renaudeau + IFAG DEV)	68		(17)			51		(17)			34
IDRAC	369		(46)			323		(46)			277
FLOR	1		(1)			(0)					(0)
PRO ALTERNA											
Total	452		(66)			388		(65)			321

Le groupe C&D a opté pour la poursuite du plan d'amortissement initial (cf paragraphe 5.3.2)

8.2 Immobilisations incorporelles

	31/08/2016	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2017	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2018
Valeurs brutes											
Frais d'établissement	16					16					16
Frais de recherche et développement											
Concessions, brevets, licences	1 477		37			1 514					1 514
Droit au bail											
Fonds de commerce	483					483			(20)		463
Immobilisations incorporelles En cours (*)											
Autres immobilisations incorporelles	20					20					20
Avances et acomptes versés											
Total	1 995		37			2 032			(20)		2 012
Amortissements											
Frais d'établissement	(14)		(1)			(15)		(1)			(16)
Frais de recherche et développement											
Concessions, brevets, licences	(784)		(76)			(864)		(24)	4		(884)
Droit au bail											
Fonds de commerce	(447)		(1)			(449)			(0)		(449)
Immobilisations incorporelles En cours											
Autres immobilisations incorporelles	(20)					(20)					(20)
Avances et acomptes versés											
Total	(1 266)		(81)			(1 347)		(25)	4		(1 368)
Valeurs nettes											
Frais d'établissement	2		(1)			1		(1)			0
Frais de recherche et développement											
Concessions, brevets, licences	692		(42)			650		(24)	4		630
Droit au bail											
Fonds de commerce	36		(1)			34			(20)		14
Immobilisations incorporelles En cours											
Autres immobilisations incorporelles	0					0					0
Avances et acomptes versés											
Total	729		(44)			685		(25)	(16)		648

8.3 Immobilisations corporelles

	31/08/2018	Variation péri-mètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2017	Variation péri-mètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2018
Valeurs brutes											
Terrains	2 566					2 566					2 527
Constructions	3 153					3 153	331	(39)		10 789	12 048
Installations techniques, mat & out							114				114
Autres immobilisations corporelles	3 202		137	(7)		3 332	495	(133)			3 694
Immobilisations corporelles en cours (*)	1 376		6 913			8 288	2 575			(10 789)	75
Avances et acomptes							19				19
Total	10 297		7 049	(7)		17 339	3 535	(2 399)			18 476
Amortissements											
Terrains											
Constructions	(1 550)		(114)			(1 664)	(399)	1 009			(1 654)
Installations techniques, mat & out							(8)				(8)
Autres immobilisations corporelles	(1 621)		(360)	7		(1 975)	(367)		133		(2 209)
Immobilisations corporelles en cours											
Avances et acomptes											
Total	(3 171)		(474)	7		(3 639)	(774)	1 142			(3 271)
Valeurs nettes											
Terrains	2 566					2 566					2 527
Constructions	1 603		(114)			1 489	(68)	(1 218)		10 789	10 992
Installations techniques, mat & out							106				106
Autres immobilisations corporelles	1 581		(224)			1 357	128				1 485
Immobilisations corporelles en cours	1 376		6 913			8 288	2 575			(10 789)	75
Avances et acomptes							19				19
Total	7 125		6 575			13 701	2 761	(1 257)			15 205

(*) Sur l'exercice 2017, l'augmentation des immobilisations en-cours correspond à la construction du site de Nantes.

Cette construction du site de Nantes a été mise en service sur l'exercice 2018.

8.4 Immobilisations financières

	31/08/2018	Variation péri-mètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2017	Variation péri-mètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2018
Valeurs brutes											
Titres de participations	4				(0)	4					4
Autres immobilisations financières	806		145	(175)		777		362	(148)		991
Titres mis en équivalence	576			(29)		547			(178)		369
Total	1 387		145	(204)	(0)	1 328		362	(326)		1 365
Provisions pour dépréciation											
Titres de participations	(2)					(2)					(2)
Autres immobilisations financières	(22)					(22)					(22)
Titres mis en équivalence											
Total	(23)					(23)					(23)
Valeurs nettes											
Titres de participations	2				(0)	2					2
Autres immobilisations financières	785		145	(175)		755		362	(148)		970
Titres mis en équivalence	576			(29)		547			(178)		369
Total	1 364		145	(204)	(0)	1 305		362	(326)		1 341

Au 31 août 2018, les titres mis en équivalence correspondent aux titres :

- CIEFA = 365 k€
- CIEFA Rhône Alpes = 4 k€.

8.5 Stocks et en-cours

Le groupe ne dispose pas de stock ou en-cours au 31 août 2018.

8.6 Ventilation des créances par échéance

Les échéances des créances se décomposent de la manière suivante :

<i>Valeurs brutes</i>	<i>31/08/2017</i>	<i>31/08/2018</i>	<i>< 1 an</i>	<i>> 1 an</i>
Avances et acomptes versés	30	701	701	
Clients et comptes rattachés	26 670	27 707	25 867	1 840
Comptes-courants débiteurs	0	91	91	
Débiteurs divers	884	1 492	1 492	
Créances sociales	13	6	6	
Créances fiscales dont IS	5 156	5 117	5 117	
Charges constatées d'avance	691	767	767	
Total	33 445	35 881	34 041	1 840

8.7 Dépréciation de l'actif circulant

Les dépréciations de l'actif circulant s'analysent comme suit :

	<i>31/08/2016</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Reclass</i>	<i>31/08/2017</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Reclass</i>	<i>31/08/2018</i>
Clients et comptes rattachés	1 440	652	(388)	0	1 704	966	(956)	0	1 714
Comptes courants débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Débiteurs divers	542	0	0	0	542	0	(293)	0	249
Total	1 982	652	(388)	0	2 246	966	(1 249)	0	1 963

	<i>Valeurs Brutes au 31/08/2017</i>	<i>Dépréciations ou reprises</i>	<i>Valeurs nettes au 31/08/2017</i>	<i>Valeurs Brutes au 31/08/2018</i>	<i>Dépréciations ou reprises</i>	<i>Valeurs nettes au 31/08/2018</i>
Clients et comptes rattachés	26 670	(1 704)	24 966	27 707	(1 714)	25 993
Autres créances	6 053	(542)	5 512	6 706	(249)	6 457
Total	32 723	(2 246)	30 478	34 413	(1 963)	32 450

8.8 Capitaux propres

8.8.1 Composition du capital social

Au 31 août 2018, le capital social se compose de 92 169 actions d'une valeur nominale de 18 Euros.

8.8.2 Variation des capitaux propres – Part du groupe

La variation des capitaux propres – part du groupe – se décompose de la manière suivante :

	<i>Capital</i>	<i>Primes</i>	<i>Réserve légale</i>	<i>Report à nouveau</i>	<i>Réserves consolidées</i>	<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>Total des capitaux propres</i>
Situation à la clôture 31/08/2016	1 659	5	189	3 171	1 492	107	6 623
Affectation du résultat 2016				107		(107)	0
Résultat de l'exercice 2017						1 358	1 358
Distribution dividendes							0
Variations de périmètre					(200)		(200)
Reclassement							0
Situation à la clôture 31/08/2017	1 659	5	189	3 278	1 292	1 358	7 782
Affectation du résultat 2017				1 358		(1 358)	0
Résultat de l'exercice 2018						2 214	2 214
Distribution dividendes				0	(350)	0	(350)
Variations de périmètre					(0)		(0)
Reclassement							0
Situation à la clôture 31/08/2018	1 659	5	189	4 636	942	2 214	9 645

8.9 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

	31/08/2016	Dotations	Reprises	Variation ou Reclasse	31/08/2017	Dotations	Reprises	Variation ou Reclasse	31/08/2018
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	245	261	(239)	0	267	280	(267)	0	280
Provisions pour autres charges	16	0	(16)	0	0	0	0	0	0
Provisions pour autres risques	77	1	(66)	0	12	48	(1)	0	59
Provisions sur valeur d'équivalence négative	66	0	0	(66)	0	0	0	0	0
Provisions impôts différés passif	349			165	514			21	535
Total	753	262	(321)	99	793	328	(268)	21	874

8.10 Impôts différés

Les impôts différés sont détaillés comme suit :

	31/08/2018	31/08/2017	Variation
Impôts différés actif	0	0	(0)
Impôts différés passif	535	514	21

Impôt différé par nature :

<i>Impôt différé actif</i>	31/08/2018	31/08/2017
Provision pour départ à la retraite	78	75
Organic		
Effort construction	6	7
Activation impôt différé sur déficits (*)		218
Compensation IDA/IDP (**)	(84)	(299)
Total	0	(0)

<i>Impôt différé passif</i>	31/08/2018	31/08/2017
Provisions réglementées	71	69
Crédit-Bail	127	76
Provisions internes	421	667
Compensation IDA/IDP (**)	(84)	(299)
Total	535	514

(*) Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels imputer. Si la probabilité de récupération n'est pas établie, il est interdit de comptabiliser un actif d'impôt différé au titre des déficits reportables. Cet impôt a été comptabilisé sur Compétences et Développement sur l'exercice 2017 et a été repris sur l'exercice 2018. (cf. note 8.16.3)

(**) Les montants d'impôt différé actif et passif sont compensés par entité fiscale ou par groupe fiscal, un périmètre d'intégration fiscale existe et la tête est Compétences et Développement.

8.11 Emprunts et dettes financières

Les dettes financières sont échéancées de la manière suivante :

	31/08/2017	31/08/2018	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0	0
Intérêts courus non échus	5	3	3	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 261	14 045	912	3 449	9 684
Dettes financières diverses	108	63	63	0	0
Concours bancaires courants	0	0	0	0	0
Total emprunts et dettes financières	12 374	14 111	978	3 449	9 684

Au 31 août 2017, la dette de location de financement de la construction du site de Nantes correspond à 10 688 k€.

Au 31 août 2018, la dette de location de financement de la construction du site de Nantes correspond à 12 784 k€, dont 2572 k€ d'augmentation et 476 k€ de remboursement sur la période.

8.12 Dettes d'exploitation

	31/08/2017	31/08/2018	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Avances et acomptes reçus	55	94	94	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	23 018	26 054	25 368	685	0
Dettes sociales	6 364	7 108	7 108	0	0
Dettes fiscales	1 303	1 628	1 628	0	0
Produits constatés d'avance	105	43	43	0	0
Impôts différés passif	514	535	535	0	0
Autres dettes et comptes de régularisation	1	882	882	0	0
Total dettes d'exploitation	31 360	36 344	35 658	686	0

8.13 Résultat d'exploitation

8.13.1 Chiffre d'affaires par secteur

Au 31 août 2018, le groupe est structuré autour de trois principaux secteurs d'activités :

- Formations
- Enseignements
- Autres (prestations de contrat d'assistance, prestation de services et de refacturations)

La répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité s'analyse de la façon suivante :

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Formations	33 844	29 859
Enseignements	24	204
Autres	9 883	8 229
Total	43 751	38 292

8.13.2 Autres produits

Les autres produits s'analysent de la façon suivante :

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Subventions d'exploitation	15	15
Autres produits - Redevances marques	2 249	1 952
Transferts de charges d'exploitation	114	3
Reprises de provisions d'exploitation	1 517	673
Total Autres produits	3 894	2 643

8.13.3 Les charges du personnel et effectif

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>	<i>Exercice 2016</i>
Rémunérations du personnel	6 162	5 843	6 273
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	2 880	2 738	2 728
Autres charges de personnel	(131)	42	7
Total charges du personnel	8 910	8 624	9 008
Effectif	121	121	122

8.13.4 Dotations aux amortissements et aux provisions d'exploitation

Les reprises et dotations aux amortissements et provisions figurant en résultat d'exploitation s'analysent de la façon suivante :

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Reprises de provisions sur actifs circulants	1 249	388
Reprises de provisions sur risques & charges	268	285
Total reprises d'amortissements et de provisions	1 517	673
Dotations aux amortissements incorporels	(25)	(81)
Dotations aux amortissements corporels	(774)	(474)
Dotations aux provisions sur actifs circulants	(966)	(652)
Dotations aux provisions sur risques & charges	(328)	(261)
Total dotations aux amortissements et aux provisions	(2 093)	(1 468)

8.14 Résultat financier

Le résultat financier s'analyse de la façon suivante :

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Produits financiers		
<i>Dividendes</i>	(0)	0
Revenus des autres créances et VMP	0	0
Produits nets sur cession de VMP	0	0
Autres produits de participation	3	0
Gains de change	0	0
Autres produits financiers	6	3
Reprises sur provisions et amortissements financiers	0	0
Total	9	3
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	(298)	(48)
Pertes de change	0	(0)
Autres charges financières	(18)	(1)
Total	(316)	(49)
Résultat financier	(307)	(45)

8.15 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

Le résultat exceptionnel s'analyse de la façon suivante :

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
<i>Produits exceptionnels</i>		
<i>Produits exceptionnels sur exercices antérieurs</i>	120	83
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital (1)</i>	1 564	0
<i>Autres produits exceptionnels (2)</i>	215	6
<i>Résultat de dilution / cession</i>	0	0
<i>Reprises de provisions et transferts de charges</i>	0	36
Total	1 899	124
<i>Charges exceptionnelles</i>		
<i>Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs</i>	(1)	(26)
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital (1)</i>	(1 277)	0
<i>Autres charges exceptionnelles (3)</i>	(179)	(288)
<i>Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions</i>	0	0
Total	(1 457)	(314)
<i>Résultat exceptionnel</i>	442	(190)

- (1) Sur l'exercice 2018, il s'agit principalement du produit de cession et la valeur nette comptable intervenu sur la SCI Saumonières.
- (2) Sur l'exercice 2018, ce produit provient principalement du produit de liquidation de ECOMA, et du produit d'indemnité de résiliation sur la SCI Les Chasseurs.
- (3) Sur l'exercice 2017, les autres charges exceptionnelles correspondent principalement aux redressements des contrôles fiscaux (272 k€), aux amendes fiscales (12 k€). Sur l'exercice 2018, les autres charges exceptionnelles correspondent principalement à des indemnités de résiliations (162 k€).

8.16 Impôt sur les bénéfices et impôts différés

8.16.1 Analyse de l'impôt sur les bénéfices et impôts différés

L'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Impôts sur les bénéfices	(827)	(376)
Charges (produits) d'impôts différés	(21)	(165)
Total	(848)	(542)

8.16.2 Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse de la façon suivante :

Rationalisation de l'impôt	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Impôts sur les résultats fiscaux	(827)	(404)
Impôts différés latents	(21)	(165)
Charge d'impôt sur les résultats consolidés	(848)	(569)
Impôt théorique au taux en vigueur à 33,33%	1 175	717
Différence d'impôt	327	148

Analyse de la différence d'impôt	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Effets des différences permanentes entre les résultats consolidés et résultats imposables	66	31
Imputation de déficits antérieurs	(318)	(49)
Pertes de filiales fiscalement déficitaires	34	52
CICE CIR	(47)	(51)
Autres	(49)	(103)
Retraitements de consolidation sans impact Impôt différé	36	23
Différences de taux	(49)	(51)
Total	(327)	(148)
Différence	(0)	0

8.16.3 Suivi des déficits fiscaux

Les valeurs des déficits fiscaux reportables non activés et activés dans les comptes consolidés sont détaillées ci-dessous :

STATUT FISCAL	déficit antérieur au 31/08/2017	déficit imputés	déficit de l'exercice	Déficit reportable au 31/08/2018	ID au 31/08/2017	Impact Changement de taux	Impact Résultat	ID au 31/08/2018
TOTAL NON ACTIVÉS	2 734	22	-	2 702	0	0	0	0
TOTAL ACTIVÉS	77	77	-	-	218	0	-218	0
TOTAL DEFICITS	3 508	605	-	2 703	218	-	218	0

Les déficits, pour lesquels un impôt différé actif n'a pas été activé, concernent les entités suivantes :
 Enseignement Formation Tourisme = 661 k€
 IGEFI = 282 k€
 FOCORA = 1 760 k€

La récupération de ces déficits est estimée peu probable et l'impôt différé actif associée n'est donc pas activé.

9 Engagements hors bilan

9.1.1 Engagements donnés

Les engagements donnés sont les suivants :

Le total des engagements au 31 août 2018 est de 20 231 k€ chez Compétences et Développement

- Caution solidaire de Compétences et Développement pour un montant de 4 810 k€ en garantie d'obligations contractées par la SCI Cassin, société portant l'immeuble dans lequel les structures du groupe IGS et Compétences et Développement exercent leur activité à Lyon;
- Apport en fonds social avec droits de reprise à l'Association ILERI, de 18 k€ ;
- Caution solidaire en faveur d'EPSI Association sur des prêts bancaires pour 817 k€ ;
- Caution solidaire en faveur d'IFAG Association sur des prêts bancaires pour 128 k€ ;
- Caution solidaire en faveur d'AIPF sur des prêts bancaires pour 898 k€ ;
- Caution en faveur de GENEFIM sur le contrat de crédit-bail pour 13 560 k€.

9.1.2 Engagements reçus

Le Groupe n'a pas d'engagement reçu.

10 Autres informations

10.1.1 Événements postérieurs à la clôture

La SCI Rue de Saumonières a été liquidée au cours du mois de décembre 2018.

10.1.2 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires relatifs aux prestations du collège des Commissaires aux Comptes au titre de l'année 2018 se répartissent ainsi :

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Honoraires KPMG	119	94
Honoraires ATRIOM	27	31
TOTAL	146	125

10.1.3 Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction

Cette information n'est pas indiquée car elle aboutirait à communiquer un montant individuel.

COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT
Société par actions simplifiée au capital de 1 659 042 euros
Siège social : 1-3, rue Lulli, 75002 PARIS
950 039 065 RCS PARIS

.../...

EXTRAIT

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 29 MARS 2019

PROPOSITION DE LA RESOLUTION D'APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 AOUT 2018

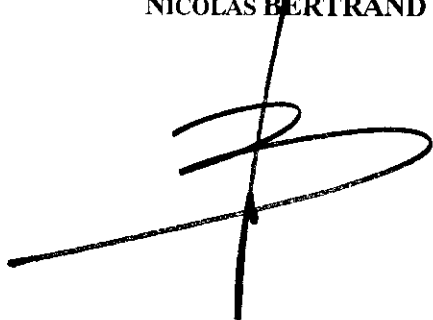
PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du groupe et du rapport des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 août 2018, tels qu'ils lui ont été présentés.

En conséquence, l'Assemblée donne pour l'exercice clos le 31 août 2018, quitus de sa gestion au président.

Vote de l'Assemblée Générale du 29 mars 2019 : *Cette résolution est adoptée à l'unanimité.*

Certifié conforme
LE DIRECTEUR GENERAL
NICOLAS BERTRAND



COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT
Société par actions simplifiée au capital de 1 659 042 euros
Siège social : 1-3, rue Lulli, 75002 PARIS
950 039 065 RCS PARIS

**RAPPORT SUR LA GESTION DU GROUPE PRESENTE A
L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 29 MARS 2019**

*EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2018
COMPTES CONSOLIDES*

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-100 du code de commerce, nous vous présentons ci-après le rapport de gestion du groupe et les comptes consolidés de l'exercice écoulé que nous soumettons à votre approbation.

L'exercice clos le 31 août 2018 constitue le 16^{ème} exercice de consolidation obligatoire du groupe. Les comptes consolidés ont été établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur, et notamment le règlement n°99-02 du comité de réglementation comptable.

Vous trouverez en annexe aux comptes consolidés le référentiel comptable, les modalités de consolidation, les méthodes et règles d'évaluation ainsi que le périmètre de consolidation avec un organigramme au 31 août 2018.

Les changements comptables susceptibles d'affecter la comparabilité des comptes sont de trois natures :

- changement de méthodes comptables,
- changement d'estimation,
- correction d'erreurs.

Il n'y a pas de changement de méthode comptable dans l'exercice.

Les événements importants survenus sur le périmètre de consolidation sont :

- le déménagement de certaines écoles dans le campus de Nantes et Paris la Défense en janvier 2018
- le transfert des sièges sociaux des entités situés 7-11 avenue des Chasseurs 75017 Paris au 20 bis jardins Boieldieu-Paris La Défense 8 – 92800 Puteaux

1. SITUATION ET EVOLUTION DES AFFAIRES, DE L'ACTIVITE, DES RESULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE C&D

Nous vous rappelons que l'activité du groupe s'articule autour de deux axes principaux :

- l'enseignement (2^{ème} et 3^{ème} cycle),
- la formation professionnelle continue (inter, intra et alternance).

Au cours de l'exercice clos le 31 août 2018, le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 43.751 K€ contre 38.292 K€ pour l'exercice précédent dont :

- 33.844 K€ pour l'activité formation professionnelle,
- 24 K€ pour l'activité d'enseignement,
- 9.883 K€ d'activités diverses, essentiellement de la refacturation.

Le résultat net des entreprises intégrées s'est soldé, au 31 août 2018, par un bénéfice de 2.740 K€ contre 1.611 K€ pour l'exercice précédent.

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'est soldé, au 31 août 2018, par un bénéfice de 2.497 K€ contre 1.582 K€ pour l'exercice précédent.

Après prise en compte des intérêts minoritaires, le résultat net du groupe C&D est positif de 2.214 K€ contre 1.358 K€ pour l'exercice précédent.

Les capitaux propres (part du groupe) s'élèvent à 9.645 K€ contre 7.782 K€ pour l'exercice précédent.

Ses dettes s'élèvent, au cours de l'exercice clos le 31 août 2018, à 50.455 K€ contre de 43.734 K€ pour l'exercice précédent.

L'effectif moyen de l'exercice 2018 s'élève à 121 personnes comme pour l'exercice précédent.

2. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Un organigramme du périmètre de consolidation du groupe vous est communiqué en annexe aux états financiers (pages 12).

Cet organigramme fait apparaître les pourcentages de la participation de la société C&D dans le capital social de ses filiales.

3. EVOLUTIONS PREVISIBLES DU GROUPE : PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LES ENTREPRISES APPARTENANT AU PERIMETRE D'INTEGRATION SERONT CONFRONTEES

Nous avons l'intention de poursuivre les objectifs définis antérieurement et de développer de nouvelles stratégies afin de maintenir notre activité dans un environnement législatif réformé.

4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Depuis le 31 août 2018, date de la clôture de l'exercice, il est à signaler :

- le 3 septembre 2018, le Président a autorisé Madame Nathalie SERRE à participer aux réunions du conseil de gouvernance, en qualité d'auditeur pour une durée illimitée,
- le 27 septembre 2018, le tribunal de commerce de Paris a homologué le plan de redressement de la société EDTA SORNAS aux termes duquel Madame SORNAS s'engage notamment à céder à la société COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT 100% de ses actions, étant précisé que le 2 juillet 2018, 4271 sur 4272 ont été cédées à la société COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT sous condition suspensive de l'homologation du plan. L'acte de cession concernant la dernière action détenue par Madame SORNAS n'a pas encore été régularisé.
- le 28 novembre 2018, la société COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT a acquis la marque « E.S.V.E. PARIS – ECOLE SUPERIEURE DE VENTE ET d'EXPORTATION – Et.pri. d'ens. Tech.sup &C. de form »,
- le 9 janvier 2019, la société COMPETENCES ET DEVELOPPEMENT a repris la totalité des activités de la société STENOTYPE GRANDJEAN avec faculté de substitution par toute société appartenant à son groupe par décision du tribunal de commerce de Créteil pour un montant de 30.000 €, avec une entrée en jouissance à compter du lendemain du jugement arrêtant le plan de cession, soit le 10 janvier 2019. Les actes de cession n'ont pas encore été régularisés.

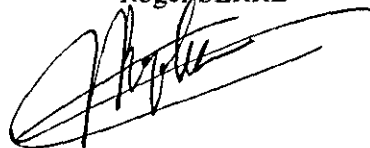
5. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT.

Nous vous informons que le groupe n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

Votre conseil vous invite, après la lecture des rapports présentés par vos commissaires aux comptes, à adopter les résolutions qu'il soumet à votre vote.

Fait à Paris, le 27 février 2019

Le Président
Roger SERRE

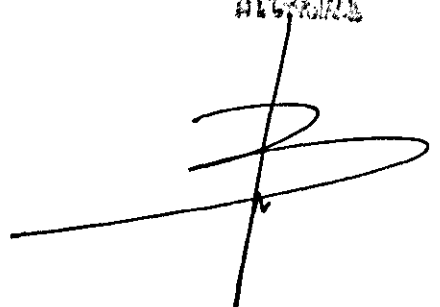




Groupe Compétences et Développement
Comptes consolidés
Périmètre Légal

Exercice clos au 31 Août 2018

COMPÉTENCES DÉVELOPPEMENT
ALSTOM



Groupe Compétences et Développement
1-3 Rue du Lulli
75002 Paris

1 Evenements significatifs

Les évènements significatifs de l'exercice clos au 31 août 2018 sont les suivants :

- Déménagement des écoles sur les 2 nouveaux campus de Nantes et Paris La Défense début janvier 2018 (impacts exceptionnels),
- Transferts des sièges sociaux des entités initialement domiciliées au 7-11 avenue des Chasseurs.

2 Bilan consolidé

La présentation du bilan consolidé est en k€.

<i>ACTIF</i>	<i>31 08 18</i>	<i>31 08 17</i>	<i>Note n°</i>	<i>PASSIF</i>	<i>31 08 18</i>	<i>31 08 17</i>	<i>Note n°</i>
Actif immobilisé	17 512	16 076		Capitaux propres (part du groupe)	9 645	7 782	8.8
Ecans d'acquisition	321	266	8.1	Capital	1 659	1 659	
Immobilisations incorporelles	646	633	8.2	Report à nouveau	4 636	3 278	
Immobilisations corporelles	15 205	13 701	8.3	Reserves consolidées	1 136	1 486	
Immobilisations financières	972	752	8.4	Résultat consolidé	2 214	1 358	
Titres mis en équivalence	359	547	8.4	Intérêts minoritaires	1 152	868	
				Provisions pour risques et charges	874	793	8.9
				Emprunts et dettes financières	14 111	12 374	8.11
Actif circulant	44 612	37 099		Dettes Exploitation	36 344	31 360	8.12
Stocks et en-cours	0	0	8.5				
Avances et acomptes versés sur commandes	701	30	8.6-8.7	Avances et acomptes reçus	94	55	
Clients et comptes rattachés	25 993	24 966		Fournisseurs et comptes rattachés	26 054	23 018	
Autres créances	6 457	5 512		Fiscales et sociales	8 736	7 667	
Charges constatées d'avance	767	691		Produits constatés d'avance	43	105	
Impôts différés	0	0	8.10	Autres dettes et comptes de régularisation	1 417	515	
Valeurs mobilières de placement	123	0					
Disponibilités	10 571	5 900					
TOTAL	62 125	53 176		TOTAL	62 125	53 176	

3 Compte de résultat consolidé

La présentation du compte de résultat consolidé est en k€.

	31/08/18	31/08/17	Note n°
Chiffre d'affaires	43 751	38 292	8.13.1
Autres produits d'exploitation	3 894	2 643	8.13.2
Achats consommés	(857)	(712)	
Autres achats et charges externes	(29 952)	(26 130)	
Charges de personnel	(8 910)	(8 624)	8.13.3
Autres charges d'exploitation	(1 457)	(964)	
Impôts et taxes	(922)	(648)	
Dotations aux amortissements et aux provisions	(2 093)	(1 469)	8.13.4
Résultat d'exploitation	3 454	2 388	8.13
Charges et produits financiers	(307)	(45)	8.14
Résultat courant des entreprises intégrées	3 147	2 343	
Charges et produits exceptionnels	442	(190)	8.15
Impôts sur les bénéfices	(827)	(376)	8.16
Impôts différés	(21)	(165)	8.16
Résultat net des entreprises intégrées	2 740	1 611	
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	(178)	37	
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(65)	(66)	
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 497	1 582	
Intérêts minoritaires	283	224	
Résultat net (part du groupe)	2 214	1 358	
Résultat par action	24,02 €	14,74 €	
Résultat dilué par action	24,02 €	14,74 €	

4 Tableau de flux de trésorerie consolidé

La présentation du tableau de flux consolidé se fait en K€.

	31/08/2018	31/08/2017
FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE		
RESULTAT NET D'ENSEMBLE DES SOCIETES INTEGREES	2 497	1 582
Quote part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	178	(37)
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
- Amortissements et provisions	920	563
- Variation des impôts différés	21	165
- Dividendes des sociétés en équivalence		
- Plus-values de cession	(287)	
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES	3 329	2 272
VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIE A L'ACTIVITE	2 332	(970)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	5 661	1 302
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(1 394)	(264)
Cession d'immobilisations	1 712	175
Trésorerie nette sur variations de périmètre		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	318	(89)
FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(350)	(200)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Augmentations de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	1 072	157
Remboursements d'emprunts	(1 907)	(396)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(1 185)	(440)
VARIATION DE TRESORERIE	4 795	774
Trésorerie d'ouverture	5 900	5 126
Trésorerie de clôture	10 695	5 900

5 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles d'évaluation

5.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe Compétences et Développement sont établis conformément aux règles et principes comptables en vigueur en France, selon les dispositions du règlement n°99-02 du Comité de Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés.

5.2 Utilisation d'estimation

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment des immobilisations corporelles, des impôts différés actifs, des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels.

Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou de situations existant à la date d'établissement des comptes, peuvent se révéler, ultérieurement, différentes de la réalité.

5.3 Modalités de consolidation

5.3.1 Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

- Les sociétés considérées comme significatives, dans lesquelles la société Compétences et Développement exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.
- Les sociétés dans lesquelles, Compétences et Développement exerce un contrôle conjoint, sont consolidées par intégration proportionnelle. La SCI des Chasseurs, est ainsi intégrée proportionnellement au pourcentage de détention de la société Compétences et Développement, soit 33,3333 %. Le GIE GMI est intégré proportionnellement au pourcentage de détention de la société Compétences et Développement, soit 41 %.
- Les sociétés dans lesquelles Compétences et Développement exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Les sociétés intégrées en mise en équivalence sont :

Filiales	Valeur des titres mise en équivalence	Contribution au Résultat consolidé
CIEFA SA	365	- 176
CIEFA RA	4	- 2
Total	369	- 178

La liste des sociétés appartenant au périmètre de consolidation est précisée en note 6.3 - « Périmètre de consolidation ».

5.3.2 Écarts d'acquisition

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de participation.
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Ce poste enregistre donc les écarts consécutifs à une acquisition qu'il n'a pas été possible d'affecter à un poste de l'actif immobilisé.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et sont amortis sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions. Cette durée maximale est estimée à 10 ans.

Selon le règlement n° 2015-07, depuis le 1er janvier 2016, l'écart d'acquisition n'est plus systématiquement amorti. Il appartient à l'entité consolidante de déterminer la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur des aspects techniques, économiques et juridiques.

Les entreprises sont autorisées, sans qu'elles aient besoin de le justifier, à conserver les durées d'utilisation antérieurement déterminées pour tous les écarts d'acquisition inscrits au bilan à la clôture au 31 décembre 2015.

Le groupe Compétences et Développement a opté pour la poursuite du plan d'amortissement initial pour tous les écarts d'acquisition existant au 31 août 2016.

5.3.3 Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

Au 31 août 2018, la consolidation porte sur toutes les entités du périmètre clôturant à cette date, à l'exception de SCI des Chasseurs ; SCI rue des Saumonières ; SCI Ile de Beaulieu ; ECOMA ; CIEFA SA et CIEFA RA clôturant leurs comptes au 31 décembre 2017 et pour lesquelles une situation comptable a été établie en date du 31 août 2018.

5.4 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliqués par le groupe Compétences et Développement sont décrits dans les paragraphes suivants :

5.4.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur valeur d'acquisition.

Les éventuelles transactions ou restructurations réalisées avec dégagement d'une plus-value entre les sociétés faisant partie du périmètre ne sont pas maintenues dans les comptes consolidés.

Les immobilisations incorporelles peuvent être amorties selon le mode linéaire, sur des périodes qui correspondent à leur protection légale ou à leur durée d'utilisation prévue.

Les fonds de commerce non amortis dans les comptes individuels sont amortis dans les comptes consolidés sur une durée de 15 ans.

5.4.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations.

Les principales durées d'utilisations retenues sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Durée
Constructions	De 10 à 60 ans
Installations	5 à 10 ans
Matériel et mobilier	3 à 5 ans

5.4.3 Impôts différés

Le groupe comptabilise des impôts différés issus :

- Des retraitements d'homogénéisation,
- Des différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs au bilan consolidé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur, soit 28,00 %.

En application du règlement CRC n°99-02, les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale. Un périmètre d'intégration fiscale est en vigueur dans le groupe, dont la tête est Compétences et Développement.

Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels imputer. Si la probabilité de récupération n'est pas établie, il est interdit de comptabiliser un actif d'impôt différé au titre des déficits reportables

5.4.4 Contrats de location-financement

Ce retraitement optionnel consiste à constater en tant qu'immobilisations et dettes financières, les biens financés par voie de location-financement. Celui-ci est mis en œuvre lorsque l'impact sur les états consolidés présente un caractère significatif, soit une valeur d'actif net supérieure à 15 K€.

5.4.5 Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire des participations, prenant entre autres en compte la quote-part d'actif net, devient inférieure à leur coût d'acquisition.

5.4.6 Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est constatée nominativement lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

5.4.7 Engagements de retraite

Le montant des droits aux indemnités de départ à la retraite acquis par les salariés est déterminé par application de la méthode rétrospective des unités de crédits projetées ; celui-ci est calculé selon la convention collective des organismes de formation et la convention collective de l'enseignement privé hors contrat.

Une provision est comptabilisée à ce titre dans les comptes sociaux.

5.4.8 Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière récurrente et régulière.

5.4.9 Résultats par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice.

Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

6 Périmètre de consolidation

6.1 Activité

L'activité du groupe s'articule autour de trois secteurs :

- L'enseignement (2^{ème} et 3^{ème} cycle),
- La formation professionnelle continue (inter, intra, alternance),
- Autres (prestations de contrat d'assistance, prestations de services, prestations de services refacturées)

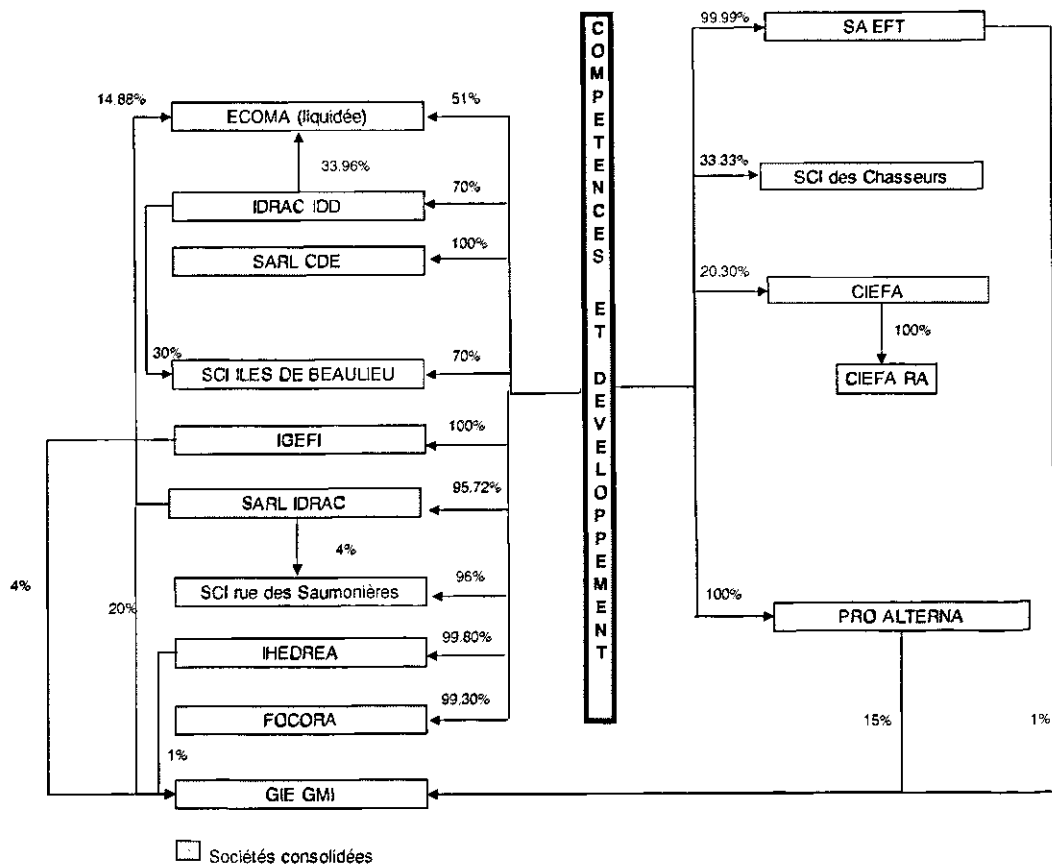
6.2 Organigramme au 31 août 2018

L'organigramme ci-dessous fait apparaître les pourcentages de contrôle des sociétés consolidées.

COMPETENCES & DEVELOPPEMENT

R.C.S. PARIS : 950 039 065 000 103

ORGANIGRAMME AU 31/08/18



6.3 Liste des sociétés consolidées

Unités	Clôture			Ouverture		
	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.
Compétences & Développement	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
Centre Dentaires Européen	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
SCI des Chasseurs	33,33 %	33,33 %	IP	33,33 %	33,33 %	IP
CIEFA S.A.	20,30 %	20,30 %	MEE	20,30 %	20,30 %	MEE
CIEFA RHONE ALPES	20,30 %	20,30 %	MEE	20,30 %	20,30 %	MEE
Enseignement Formation Tourisme	99,99 %	99,99 %	IG	99,99 %	99,99 %	IG
PRO ALTERNA	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
ECOMA	89,02 %	99,84 %	IG	89,02 %	99,84 %	IG
FOCORA	99,30 %	99,30 %	IG	99,30 %	99,30 %	IG
IDRAC Développement	70,00 %	100,00 %	IG	70,00 %	100,00 %	IG
IDRAC Sarl	95,72 %	95,72 %	IG	95,72 %	95,72 %	IG
IGEFI	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
IHEDREA	99,80 %	99,80 %	IG	99,80 %	99,80 %	IG
SCI rue des Saumonieres	99,83 %	100,00 %	IG	99,83 %	100,00 %	IG
SCI Ile de Beaulieu	91,00 %	100,00 %	IG	91,00 %	100,00 %	IG
GIE GMI	41,00 %	41,00 %	IP			

Nomenclature des méthodes de consolidation:

NI signifie Non Intégrée
IG signifie Intégration Globale
IP signifie Intégration Proportionnelle
MEE signifie Mère En Equivalence

Société	Forme juridique	N° SIRET	Adresse	Date entrée	Acquisition ou création
Compétences & Développement	SAS	950 039 065 000 103	1-3 rue du Lullu - 75 002 Paris	N/A	N/A
Centre Dentaires Européen	SARL	402 212 344 000 67	1-3, rue Lullu - 75002 Paris	30/06/95	Création
SCI des Chasseurs	SCI	414 613 943 000 11	7-11 av des Chasseurs - 75 017 Paris	27/11/97	Création
CIEFA S.A.	SA	332 641 463 000 28	12 rue Alexandre Parodi - 75 010 Paris	06/06/85	Création
CIEFA RHONE ALPES	SAS	477 546 337 000 15	47 rue Sergent Berthet - 69 258 Lyon cedex 09	01/01/04	Création
Enseignement Formation Tourisme	SA	320 319 558 000 33	Paris La Defense 8 - 20 bis, jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	01/07/02	Acquisition
PRO ALTERNA	SARL	39 913 469 100 258	Paris La Defense 8 - 20 bis, jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	08/11/94	Création
ECOMA	SA	391 763 446 000 27	1 rue des Médiens - 38 130 Echrolles	01/03/03	Acquisition
FOCORA	SA	388 426 975 000 40	47 rue Sergent Berthet - 69 258 Lyon cedex 09	30/12/93	Acquisition
IDRAC Développement	SARL	402 821 664 000 40	1-3 rue du Lullu - 75 002 Paris	29/09/95	Création
IDRAC Sarl	SARL	42 072 056 700 189	Paris La Defense 8 - 20 bis, jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	01/11/98	Création
IGEFI	SARL	399 617 564 000 56	Paris La Defense 8 - 20 bis, jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	06/06/93	Création
IHEDREA	SARL	349 810 499 000 96	Paris La Defense 8 - 20 bis, jardins Boieldieu - 92800 Puteaux	19/05/92	Acquisition
SCI rue des Saumonieres	SCI	351 028 485 000 24	1-3, rue Lullu - 75002 Paris	30/06/93	Acquisition
SCI Ile de Beaulieu	SCI	818 564 336 000 15	1-3 rue du Lullu - 75 002 Paris	19/02/16	Création
GIE GMI	GIE	83 254 214 600 010	1-3 rue du Lullu - 75 002 Paris	20/09/17	Création

6.4 Sociétés exclues du périmètre de consolidation

Les sociétés suivantes sont non consolidées dans la mesure où le groupe n'exerce pas d'influence notable.

Société	Titres détenus par	Capital détenu à	Valeur brute des titres non consolidés	Provision	Valeur nette comptable	Motif
ISM	C&D	10,00%	2K€		2K€	Absence d'influence notable
Autres participations non significatives	C&D et IHEDREA		2,3K€	1,9K€	0,4K€	Absence d'influence notable
TOTAL			4,3K€	1,9K€	2,4K€	

7 Comparabilité des comptes

7.1 Changements comptables

Les changements comptables susceptibles d'affecter la comparabilité des comptes sont de trois natures :

- Changement de méthodes comptables,
- Changement d'estimations,
- Correction d'erreurs.

Aucun changement comptable de nature à affecter la comparabilité des comptes est survenu au cours de l'exercice.

7.2 Variations de périmètre

Le groupe a créé un GIE sur l'exercice. GIE GMI est consolidé par intégration proportionnelle.

8 Explication des comptes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

Les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes consolidés et sont présentés en k€.

8.1 Ecart d'acquisition

	31/08/2016	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres Mt	31/08/2017	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres Mt	31/08/2018
Valeurs brutes											
GEFI	20					20					20
EFT	145					145					145
FOCOFA	584					584					584
DGC											
C & D Institut Renardreau - IFAG (DFV)	230					230					230
IDRAC	576					576					576
FLOR	126					126	(126)				
PRO ALTERNA	25					25					25
Total	1 707					1 707	(126)				1 580
Amortissements											
GEFI	16		(2)			(8)		(2)			(10)
EFT	(145)					(145)					(145)
FOCOFA	(584)					(584)					(584)
DGC											
C & D Institut Renardreau - IFAG (DFV)	(163)		(17)			(180)		(17)			(197)
IDRAC	(208)		(46)			(254)		(46)			(300)
FLOR	(125)		(1)			(126)	126				(0)
PRO ALTERNA	(25)					(25)					(25)
Total	(1 254)		(66)			(1 321)	126	(65)			(1 260)
Valeurs nettes											
GEFI	15		(2)			13		(2)			11
EFT											
FOCOFA											
DGC											
C & D Institut Renardreau - IFAG (DFV)	68		(17)			51		(17)			34
IDRAC	369		(46)			323		(46)			277
FLOR	1		(1)			(0)					(0)
PRO ALTERNA											
Total	452		(66)			386		(65)			321

Le groupe C&D a opté pour la poursuite du plan d'amortissement initial (cf paragraphe 5.3.2)

8.2 Immobilisations incorporelles

	31/08/2016	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2017	Variation périmètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2018
Valeurs brutes											
Frais d'établissement	16					16					16
Frais de recherche et développement											
Cessions, brevets, licences	1 477		37			1 514					1 514
Droit au bail									(20)		
Fonds de commerce	483					483					463
Immobilisations incorporelles En cours (*)	20					20					20
Autres immobilisations incorporelles											
Avances et acomptes versés											
Total	1 995		37			2 032			(20)		2 012
Amortissements											
Frais d'établissement	(14)		(1)			(15)		(1)			(16)
Frais de recherche et développement											
Cessions, brevets, licences	(784)		(79)			(864)		(24)			(884)
Droit au bail											
Fonds de commerce	(447)		(1)			(449)			(0)		(449)
Immobilisations incorporelles En cours	(20)					(20)					(20)
Autres immobilisations incorporelles											
Avances et acomptes versés											
Total	(1 266)		(81)			(1 347)		(25)	4		(1 368)
Valeurs nettes											
Frais d'établissement	2		(1)			1		(1)			0
Frais de recherche et développement											
Cessions, brevets, licences	692		(42)			650		(24)			630
Droit au bail											
Fonds de commerce	36		(1)			34			(20)		14
Immobilisations incorporelles En cours											
Autres immobilisations incorporelles	0					0					0
Avances et acomptes versés											
Total	729		(44)			685		(25)	(16)		646

8.3 Immobilisations corporelles

	31/08/2018	Variation périètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2017	Variation périètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2018
Valeurs brutes											
Terrains	2 566					2 566			(39)		2 527
Constructions	3 153					3 153	331	(2 227)		10 789	12 046
Installations techniques, mat. & out.							114				114
Autres immobilisations corporelles	3 202		137	(7)		3 332	495	(133)			3 694
Immobilisations corporelles en cours (*)	1 376		6 913			8 288	2 575			(10 789)	75
Avances et acomptes							19				19
Total	10 297		7 049	(7)		17 339		3 535	(2 399)		18 476
Amortissements											
Terrains	(1 550)		(114)			(1 664)	(399)		1 009		(1 054)
Constructions							(8)				(8)
Installations techniques, mat. & out.	(1 621)		(360)	7		(1 975)	(367)		133		(2 209)
Autres immobilisations corporelles											
Immobilisations corporelles en cours											
Avances et acomptes											
Total	(3 171)		(474)	7		(3 639)		(774)	1 142		(3 271)
Valeurs nettes											
Terrains	2 566					2 566			(39)		2 527
Constructions	1 603		(114)			1 489	(68)	(1 218)		10 789	10 992
Installations techniques, mat. & out.							106				106
Autres immobilisations corporelles	1 581		(224)			1 357	128				1 485
Immobilisations corporelles en cours	1 376		6 913			8 288	2 575			(10 789)	75
Avances et acomptes							19				19
Total	7 125		6 575			13 701		2 751	(1 257)		15 205

(*) Sur l'exercice 2017, l'augmentation des immobilisations en-cours correspond à la construction du site de Nantes.

Cette construction du site de Nantes a été mise en service sur l'exercice 2018.

8.4 Immobilisations financières

	31/08/2018	Variation périètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2017	Variation périètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	31/08/2018
Valeurs brutes											
Titres de participations	4				(0)	4					4
Autres immobilisations financières	806		145	(175)		777		362	(148)		991
Titres mis en équivalence	576			(204)		547			(178)		369
Total	1 387		145	(204)	(0)	1 328		362	(326)		1 365
Provisions pour dépréciation											
Titres de participations	(2)					(2)					(2)
Autres immobilisations financières	(22)					(22)					(22)
Titres mis en équivalence											
Total	(23)					(23)					(23)
Valeurs nettes											
Titres de participations	2				(0)	2					2
Autres immobilisations financières	785		145	(175)		755		362	(148)		970
Titres mis en équivalence	576			(204)		547			(178)		369
Total	1 364		145	(204)	(0)	1 305		362	(328)		1 341

Au 31 août 2018, les titres mis en équivalence correspondent aux titres :

- CIEFA = 365 k€
- CIEFA Rhône Alpes = 4 k€.

8.5 Stocks et en-cours

Le groupe ne dispose pas de stock ou en-cours au 31 août 2018.

8.6 Ventilation des créances par échéance

Les échéances des créances se décomposent de la manière suivante :

<i>Valeurs brutes</i>	<i>31/08/2017</i>	<i>31/08/2018</i>	<i>< 1 an</i>	<i>> 1 an</i>
Avances et acomptes versés	30	701	701	
Clients et comptes rattachés	26 670	27 707	25 867	1 840
Comptes-courants débiteurs	0	91	91	
Débiteurs divers	884	1 492	1 492	
Créances sociales	13	6	6	
Créances fiscales dont IS	5 156	5 117	5 117	
Charges constatées d'avance	691	767	767	
Total	33 445	35 881	34 041	1 840

8.7 Dépréciation de l'actif circulant

Les dépréciations de l'actif circulant s'analysent comme suit :

	<i>31/08/2016</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Reclass</i>	<i>31/08/2017</i>	<i>Dotations</i>	<i>Reprises</i>	<i>Reclass</i>	<i>31/08/2018</i>
Clients et comptes rattachés	1 440	652	(388)	0	1 704	966	(956)	0	1 714
Comptes courants débiteurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Débiteurs divers	542	0	0	0	542	0	(293)	0	249
Total	1 982	652	(388)	0	2 246	966	(1 249)	0	1 963

	<i>Valeurs Brutes au 31/08/2017</i>	<i>Dépréciations ou reprises</i>	<i>Valeurs nettes au 31/08/2017</i>	<i>Valeurs Brutes au 31/08/2018</i>	<i>Dépréciations ou reprises</i>	<i>Valeurs nettes au 31/08/2018</i>
Clients et comptes rattachés	26 670	(1 704)	24 966	27 707	(1 714)	25 993
Autres créances	6 053	(542)	5 512	6 706	(249)	6 457
Total	32 723	(2 246)	30 478	34 413	(1 963)	32 450

8.8 Capitaux propres

8.8.1 Composition du capital social

Au 31 août 2018, le capital social se compose de 92 169 actions d'une valeur nominale de 18 Euros.

8.8.2 Variation des capitaux propres – Part du groupe

La variation des capitaux propres – part du groupe – se décompose de la manière suivante :

	Capital	Primes	Réserve légale	Report à nouveau	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Total des capitaux propres
Situation à la clôture 31/08/2016	1 659	5	189	3 171	1 492	107	6 623
Affectation du résultat 2016				107		(107)	0
Résultat de l'exercice 2017						1 358	1 358
Distribution dividendes							0
Variations de périmètre					(200)		(200)
Reclassement							0
Situation à la clôture 31/08/2017	1 659	5	189	3 278	1 292	1 358	7 782
Affectation du résultat 2017				1 358		(1 358)	0
Résultat de l'exercice 2018						2 214	2 214
Distribution dividendes				0	(350)	0	(350)
Variations de périmètre					(0)		(0)
Reclassement							0
Situation à la clôture 31/08/2018	1 659	5	189	4 636	942	2 214	9 645

8.9 Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges se décomposent de la manière suivante :

	31/08/2016	Dotations	Reprises	Variation ou Reclasse	31/08/2017	Dotations	Reprises	Variation ou Reclasse	31/08/2018
Provisions pour indemnités de départ à la retraite	245	261	(239)	0	267	280	(267)	0	280
Provisions pour autres charges	16	0	(16)	0	0	0	0	0	0
Provisions pour autres risques	77	1	(66)	0	12	48	(1)	0	59
Provisions sur valeur d'équivalence négative	66	0	0	(66)	0	0	0	0	0
Provisions impôts différés passif	349			165	514			21	535
Total	753	262	(321)	99	793	328	(268)	21	874

8.10 Impôts différés

Les impôts différés sont détaillés comme suit :

	31/08/2018	31/08/2017	Variation
Impôts différés actif	0	0	(0)
Impôts différés passif	535	514	21

Impôt différé par nature :

<i>Impôt différé actif</i>	31/08/2018	31/08/2017
Provision pour départ à la retraite	78	75
Organic		
Effort construction	6	7
Activation impôt différé sur déficits (*)		218
Compensation IDA/IDP (**)	(84)	(299)
Total	0	(0)

<i>Impôt différé passif</i>	31/08/2018	31/08/2017
Provisions réglementées	71	69
Crédit-Bail	127	76
Provisions internes	421	667
Compensation IDA/IDP (**)	(84)	(299)
Total	535	514

(*) Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels imputer. Si la probabilité de récupération n'est pas établie, il est interdit de comptabiliser un actif d'impôt différé au titre des déficits reportables. Cet impôt a été comptabilisé sur Compétences et Développement sur l'exercice 2017 et a été repris sur l'exercice 2018. (cf. note 8.16.3)

(**) Les montants d'impôt différé actif et passif sont compensés par entité fiscale ou par groupe fiscal, un périmètre d'intégration fiscale existe et la tête est Compétences et Développement.

8.11 Emprunts et dettes financières

Les dettes financières sont échéancées de la manière suivante :

	31/08/2017	31/08/2018	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	0	0	0	0	0
Intérêts courus non échus	5	3	3	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 261	14 045	912	3 449	9 684
Dettes financières diverses	108	63	63	0	0
Concours bancaires courants	0	0	0	0	0
Total emprunts et dettes financières	12 374	14 111	978	3 449	9 684

Au 31 août 2017, la dette de location de financement de la construction du site de Nantes correspond à 10 688 k€.

Au 31 août 2018, la dette de location de financement de la construction du site de Nantes correspond à 12 784 k€, dont 2572 k€ d'augmentation et 476 k€ de remboursement sur la période.

8.12 Dettes d'exploitation

	31/08/2017	31/08/2018	< 1 an	1-5 ans	> 5 ans
Avances et acomptes reçus	55	94	94	0	0
Fournisseurs et comptes rattachés	23 018	26 054	25 368	685	0
Dettes sociales	6 364	7 108	7 108	0	0
Dettes fiscales	1 303	1 628	1 628	0	0
Produits constatés d'avance	105	43	43	0	0
Impôts différés passif	514	535	535	0	0
Autres dettes et comptes de régularisation	1	882	882	0	0
Total dettes d'exploitation	31 360	36 344	35 658	686	0

8.13 Résultat d'exploitation

8.13.1 Chiffre d'affaires par secteur

Au 31 août 2018, le groupe est structuré autour de trois principaux secteurs d'activités :

- Formations
- Enseignements
- Autres (prestations de contrat d'assistance, prestation de services et de refacturations)

La répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité s'analyse de la façon suivante :

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Formations	33 844	29 859
Enseignements	24	204
Autres	9 883	8 229
Total	43 751	38 292

8.13.2 Autres produits

Les autres produits s'analysent de la façon suivante :

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Subventions d'exploitation	15	15
Autres produits - Redevances marques	2 249	1 952
Transferts de charges d'exploitation	114	3
Reprises de provisions d'exploitation	1 517	673
Total Autres produits	3 894	2 643

8.13.3 Les charges du personnel et effectif

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>	<i>Exercice 2016</i>
Rémunérations du personnel	6 162	5 843	6 273
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	2 880	2 738	2 728
Autres charges de personnel	(131)	42	7
Total charges du personnel	8 910	8 624	9 008
Effectif	121	121	122

8.13.4 Dotations aux amortissements et aux provisions d'exploitation

Les reprises et dotations aux amortissements et provisions figurant en résultat d'exploitation s'analysent de la façon suivante :

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Reprises de provisions sur actifs circulants	1 249	388
Reprises de provisions sur risques & charges	268	285
Total reprises d'amortissements et de provisions	1 517	673
Dotations aux amortissements incorporels	(25)	(81)
Dotations aux amortissements corporels	(774)	(474)
Dotations aux provisions sur actifs circulants	(966)	(652)
Dotations aux provisions sur risques & charges	(328)	(261)
Total dotations aux amortissements et aux provisions	(2 093)	(1 468)

8.14 Résultat financier

Le résultat financier s'analyse de la façon suivante :

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Produits financiers		
<i>Dividendes</i>	(0)	0
Revenus des autres créances et VMP	0	0
Produits nets sur cession de VMP	0	0
Autres produits de participation	3	0
Gains de change	0	0
Autres produits financiers	6	3
Reprises sur provisions et amortissements financiers	0	0
Total	9	3
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0
Intérêts et charges assimilées	(298)	(48)
Pertes de change	0	(0)
Autres charges financières	(18)	(1)
Total	(316)	(49)
Résultat financier	(307)	(45)

8.15 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

Le résultat exceptionnel s'analyse de la façon suivante :

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
<i>Produits exceptionnels</i>		
<i>Produits exceptionnels sur exercices antérieurs</i>	120	83
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital (1)</i>	1 564	0
<i>Autres produits exceptionnels (2)</i>	215	6
<i>Résultat de dilution / cession</i>	0	0
<i>Reprises de provisions et transferts de charges</i>	0	36
Total	1 899	124
<i>Charges exceptionnelles</i>		
<i>Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs</i>	(1)	(26)
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital (1)</i>	(1 277)	0
<i>Autres charges exceptionnelles (3)</i>	(179)	(288)
<i>Dotations exceptionnelles aux amortissements et aux provisions</i>	0	0
Total	(1 457)	(314)
<i>Résultat exceptionnel</i>	442	(190)

- (1) Sur l'exercice 2018, il s'agit principalement du produit de cession et la valeur nette comptable intervenu sur la SCI Saumonières.
- (2) Sur l'exercice 2018, ce produit provient principalement du produit de liquidation de ECOMA, et du produit d'indemnité de résiliation sur la SCI Les Chasseurs.
- (3) Sur l'exercice 2017, les autres charges exceptionnelles correspondent principalement aux redressements des contrôles fiscaux (272 k€), aux amendes fiscales (12 k€). Sur l'exercice 2018, les autres charges exceptionnelles correspondent principalement à des indemnités de résiliations (162 k€).

8.16 Impôt sur les bénéfices et impôts différés

8.16.1 Analyse de l'impôt sur les bénéfices et impôts différés

L'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Impôts sur les bénéfices	(827)	(376)
Charges (produits) d'impôts différés	(21)	(165)
Total	(848)	(542)

8.16.2 Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt figurant au compte de résultat et l'impôt théorique qui serait supporté sur la base du taux en vigueur en France s'analyse de la façon suivante :

Rationalisation de l'impôt	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Impôts sur les résultats fiscaux	(827)	(404)
Impôts différés latents	(21)	(165)
Charge d'impôt sur les résultats consolidés	(848)	(569)
Impôt théorique au taux en vigueur à 33,33%	1 175	717
Différence d'impôt	327	148

Analyse de la différence d'impôt	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Effets des différences permanentes entre les résultats consolidés et résultats imposables	66	31
Imputation de déficits antérieurs	(318)	(49)
Pertes de filiales fiscalement déficitaires	34	52
CICE CIR	(47)	(51)
Autres	(49)	(103)
Retaiements de consolidation sans impact impôt différé	36	23
Différences de taux	(49)	(51)
Total	(327)	(148)
Différence	(0)	0

8.16.3 Suivi des déficits fiscaux

Les valeurs des déficits fiscaux reportables non activés et activés dans les comptes consolidés sont détaillées ci-dessous :

STATUT FISCAL	deficit antérieur au 31 08 2017	deficit imputés	deficit de l'exercice	Deficit reportable au 31 08 2018	ID au 31 08 2017	Impact Changement de taux	Impact Resultat	ID au 31 08 2018
TOTAL NON ACTIVÉS	2 713	250	-	2 713	-	-	-	2 713
TOTAL ACTIVÉS	-	-	-	-	218	-	-	218
TOTAL DEFICITS	2 713	250	-	2 713	218	-	-	2 713

Les déficits, pour lesquels un impôt différé actif n'a pas été activé, concernent les entités suivantes :

Enseignement Formation Tourisme = 661 k€

IGEFI = 282 k€

FOCORA = 1 760 k€

La récupération de ces déficits est estimée peu probable et l'impôt différé actif associée n'est donc pas activé.

9 Engagements hors bilan

9.1.1 Engagements donnés

Les engagements donnés sont les suivants :

Le total des engagements au 31 août 2018 est de 20 231 k€ chez Compétences et Développement

- Caution solidaire de Compétences et Développement pour un montant de 4 810 k€ en garantie d'obligations contractées par la SCI Cassin, société portant l'immeuble dans lequel les structures du groupe IGS et Compétences et Développement exercent leur activité à Lyon;
- Apport en fonds social avec droits de reprise à l'Association ILERI, de 18 k€ ;
- Caution solidaire en faveur d'EPSI Association sur des prêts bancaires pour 817 k€ ;
- Caution solidaire en faveur d'IFAG Association sur des prêts bancaires pour 128 k€ ;
- Caution solidaire en faveur d'AIPF sur des prêts bancaires pour 898 k€ ;
- Caution en faveur de GENEFIM sur le contrat de crédit-bail pour 13 560 k€.

9.1.2 Engagements reçus

Le Groupe n'a pas d'engagement reçu.

10 Autres informations

10.1.1 Événements postérieurs à la clôture

La SCI Rue de Saumonnières a été liquidée au cours du mois de décembre 2018.

10.1.2 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires relatifs aux prestations du collège des Commissaires aux Comptes au titre de l'année 2018 se répartissent ainsi :

	<i>Exercice 2018</i>	<i>Exercice 2017</i>
Honoraires KPMG	119	94
Honoraires ATRIOM	27	31
TOTAL	146	125

10.1.3 Rémunération allouée aux membres des organes d'administration et de direction

Cette information n'est pas indiquée car elle aboutirait à communiquer un montant individuel.